

LST SE MOBILISE

Un logement, un droit

L Le nouveau code wallon du logement pourrait à terme stigmatiser un peu plus encore la population à très bas revenus. Parmi les familles les plus pauvres, il sera donc encore plus difficile de se loger, si la Région ne change pas son fusil d'épaule... Voilà en substance le message adressé hier à Namur aux politiques par le Mouvement LST (Luttes Solidarités Travail).

Présent depuis 1979 à Namur, l'organisme rassemble des personnes aux conditions de vie précaires et les militants qui les soutiennent. Après avoir étudié la politique wallonne en matière de logement, l'association a profité de la Journée mondiale du refus de la misère, hier, pour dévoiler son constat, jugé alarmant par les militants. "Attention, nous ne préten-

ons pas que la Région ne fait rien, précise Luc Lefebvre, l'un des coordinateurs de l'Asbl. Mais, de plus en plus, on assiste à un "glissement" vers la sphère privée de logements de service public. En clair: les pouvoirs publics perdent peu à peu la mainmise qu'ils avaient auparavant sur ces logements. On constate aussi le souci de donner accès à ces lieux de vie à des ménages aux revenus plus élevés que ceux de la population locataire actuelle. C'est un comble en regard de leur vocation!" LST constate également que les mesures d'aide au logement sont prises le plus souvent envers les propriétaires privés, et non les locataires. Une série d'incitants (fiscaux et autres) les enjoignent à proposer leurs logements à des fins "sociales". "Néanmoins, ce



LST inquiet quant à l'avenir du logement pour les moins favorisés. ■ MC

sont les propriétaires qui ont le dernier mot, et les prix ne font que grimper! Or, il faut bien rappeler qu'auparavant la priorité visait à ce que le loyer social ne dépasse pas 20 % des revenus du ménage. On dépasse souvent cette fourchette aujourd'hui!" Hier, LST a pro-

mis de rester vigilant quant aux décisions à venir. Et guette avec impatience la future nouvelle politique de logement à Namur. Chaque commune devra d'ailleurs la soumettre à la Région wallonne dès le début de la nouvelle législature. «

SACHA PEIFFER

"Un accompagnement incohérent"

■ Outre la politique globale de logement, LST s'interroge aussi sur la coordination et la pertinence de l'encadrement social. Hier, de nombreuses personnes à faibles revenus ont témoigné en ce sens.

Didier Verbeke vit avec sa famille dans la région namuroise. En 1992, il a été expulsé de son logement d'Assesse. "À l'époque, j'ai dû me rendre 5 à 6 fois au CPAS d'Assesse pour qu'enfin on se décide à faire quelque chose. Finalement, on m'a trouvé un minuscule chalet à Yvoir. Au bout de 55 jours, nous avons obtenu un appartement à une chambre. Pas sans mal car les



■ S.P.

services sociaux nous le refusaient sous prétexte que la famille était trop nombreuses pour un si petit logement. Or, notre chalet ne comportait lui qu'une seule pièce de 24 mètres carrés! Cherchez la logique... En 2006, rien en change."

"J'ai pu devenir propriétaire"

■ Parfois, des familles à bas revenus peuvent espérer devenir propriétaires. C'est le cas pour Nathalie, qui vivait avec les siens dans un camping à Andenne. "Les enfants s'y sentaient bien: nous avions un grand terrain et des animaux de basse-cour. Mais un jour, tous les habitants ont été expulsés. Je n'ai pas bien compris la logique des intervenants: tout le monde a été relogé sauf ma famille. Or, nous étions les seuls à avoir des enfants! En même temps, des policiers sont venus nous prévenir qu'une enquête sociale serait menée à propos des enfants. J'ai pris



■ S.P.

peur..." Des cas comme celui là, LST en rencontre trop souvent. L'association a aidé Nathalie à entamer des démarches pour acquérir la maison de sa grand-mère. Aujourd'hui, cette maman est propriétaire. Tout est bien qui finit bien.